

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG/W/41

11 octobre 2000

(00-4180)

Comité des accords commerciaux régionaux

CARTOGRAPHIE DES ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

Note du Secrétariat

Au cours de la treizième session du Comité des accords commerciaux régionaux tenue le 13 septembre 1997, le Président a indiqué que "le Secrétariat rassemblerait des données sur les accords commerciaux régionaux, qui serviraient d'outil pour les débats du Comité sur les questions systémiques. Il s'agirait d'un travail évolutif, et les informations seraient communiquées aux membres dès qu'elles seraient traitées." Durant la dix-huitième session du Comité, le 7 juillet 1998, le Comité a chargé le Secrétariat de fournir des renseignements détaillés, s'ils étaient publiés, sur tous les accords commerciaux régionaux (ACR) pour que le Comité puisse dresser un bilan complet des initiatives en vigueur ou en préparation dans le domaine de l'intégration régionale. Une note intitulée "Mapping of Regional Trade Agreements" a été distribuée en novembre 1998; elle contenait une étude historique de l'évolution des ACR.

Le présent document reprend les conclusions des travaux menés ultérieurement par le Secrétariat et complète la précédente note informelle.¹ Ses objectifs sont triples: premièrement, décrire le réseau des liens établis entre les accords commerciaux régionaux qui étaient en vigueur aux niveaux sous-régional, régional, interrégional et mondial en juillet 2000; deuxièmement, indiquer, chaque fois que possible, comment ce réseau est susceptible d'évoluer d'ici à 2005 en tenant compte de l'incidence des accords commerciaux faisant actuellement l'objet de débats ou de négociations; et troisièmement, déterminer quelles sont les nouvelles tendances dans la création de projets commerciaux régionaux. On a mis l'accent sur la présentation visuelle des données en employant, dans toute la mesure du possible, des cartes et des graphiques. On trouvera ci-après une définition des données, la description de la méthodologie employée et quelques réserves concernant le champ d'application de l'étude.

I. DÉFINITIONS ET MÉTHODES

1. La présente étude porte sur tous les accords commerciaux régionaux dont le Secrétariat a connaissance, qui prennent la forme d'accords de libre-échange, d'unions douanières ou d'accords conduisant à la mise en place de l'un de ces deux régimes et qui étaient en vigueur ou en cours de débat ou de négociation au 31 juillet 2000.^{2,3} Les renseignements sur les accords proviennent de notifications à l'OMC, de rapports sur le fonctionnement de certains accords, de formulaires types

¹ Il n'était pas possible d'établir une comparaison directe entre cette note et la précédente car les ACR pris en compte dans la présente note ont un champ d'application plus large (voir ci-après la partie intitulée "Définitions et méthodes").

² Certains ACR ne couvrent que le commerce de marchandises tandis que d'autres portent à la fois sur les échanges de marchandises et de services. Aucune distinction n'a été établie ici.

³ On trouvera une liste des abréviations des ACR à l'annexe 1.

adressés au Comité et contenant des données sur les accords commerciaux régionaux, de documents relatifs à des accessions à l'OMC, de rapports sur les politiques commerciales et d'autres sources de renseignements publics.^{4,5} On a tenté de fournir dans ce document une description précise de la situation; toutefois, on ne peut considérer que ces renseignements sont exhaustifs.⁶

2. Pour définir le champ d'application et la portée de la présente étude, le Secrétariat a choisi de prendre en compte les types d'accords suivants, que ces accords soient en vigueur ou en préparation:

- les zones de libre-échange, qui s'entendent des accords entre deux parties ou plus dans le cadre desquels des préférences réciproques (qu'il s'agisse ou non d'un régime de libre-échange total) sont accordées sur une large part des échanges commerciaux de marchandises entre les parties⁷;
- les unions douanières, qui s'entendent des accords commerciaux régionaux dans le cadre desquels un tarif douanier extérieur commun a été établi en plus de l'échange de préférences commerciales;
- les zones de libre-échange et les unions douanières de nature asymétrique, c'est-à-dire celles qui accordent à une ou à plusieurs parties (généralement les économies moins développées ou en transition) une période de transition plus longue pour mettre en œuvre les réductions tarifaires prévues dans l'accord.

3. Inversement, les types d'accords suivants ne sont pas pris en compte dans le champ d'application de l'étude:

- les accords non réciproques, c'est-à-dire les accords dans le cadre desquels une seule ou plusieurs parties (mais pas toutes les parties) à un accord offrent de faire des concessions⁸;
- les accords dont le champ d'application est restreint et qui ne prévoient pas l'instauration de zones de libre-échange ou d'unions douanières⁹;

⁴ Par exemple des articles de presse, des sites Web ou des publications d'autres organisations (telles que la CNUCED ou le FMI).

⁵ Cette étude porte indifféremment sur des ACR ayant été notifiés au GATT ou à l'OMC comme sur ceux qui n'ont pas (ou pas encore) été notifiés. Aucun jugement n'a été porté ici sur la compatibilité de ces accords avec les règles de l'OMC ou sur leur incidence sur le système de l'OMC: ces questions sont traitées dans le cadre des parties pertinentes du programme de travail du Comité.

⁶ Tout commentaire de la part des Membres sur un aspect quelconque de ce document est le bienvenu.

⁷ Nous n'avons pas tenté ici de quantifier ou de qualifier ce qui constitue une "large part" des échanges commerciaux de marchandises des parties.

⁸ Ainsi, les ACR conclus entre les Communautés européennes (CE) et les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient dans les années 70 ne sont pas pris en compte car les concessions offertes par les CE n'étaient pas réciproques. En revanche, la nouvelle série d'accords CE-Méditerranée (négociés dans le cadre de la Déclaration de Barcelone) sont pris en compte puisqu'ils prévoient des concessions des deux parties.

⁹ Certains accords notifiés au GATT ou à l'OMC au titre de la Clause d'habilitation, par exemple, ne sont pas pris en compte car leur champ d'application est limité.

- les accords de commerce, de coopération et d'investissement et tout autre accord qui visent à faciliter le commerce mais ne vont pas jusqu'à établir des préférences tarifaires inhérentes à une union douanière ou une zone de libre-échange.

4. Aux fins de la présente étude, une union douanière ou une zone de libre-échange est présumée être "en vigueur" une fois que l'accord a été signé et ratifié. Il convient toutefois de noter que cette situation ne signifie pas nécessairement que toutes les dispositions de l'accord ont été pleinement mises en œuvre.

5. Dans la présente étude, on a défini cinq groupes géographiques différents¹⁰:

- la région euro-méditerranéenne (dont les sous-parties sont l'Europe occidentale, l'Europe centrale et les trois pays baltes, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient);
- l'Afrique subsaharienne;
- l'Europe orientale et l'Asie centrale (ce groupe comprend les pays de l'ex-Union soviétique à l'exception des trois pays baltes);
- l'Asie-Pacifique; et
- les Amériques.

II. TOUR D'HORIZON DES ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

6. Les accords commerciaux régionaux diffèrent considérablement par leur champ d'application. Dans leur forme la plus simple, ils prévoient l'octroi mutuel de préférences entre deux parties ou plus pour une gamme de produits limitée. À l'autre extrême, les parties peuvent libéraliser "l'essentiel" des échanges commerciaux et instaurer des disciplines commerciales qui s'étendent bien au-delà de l'élimination classique des droits de douane, en touchant aussi à des domaines tels que les normes, les services, la propriété intellectuelle et la concurrence. Si certains ACR visant les marchandises fonctionnent pleinement et ont permis d'atteindre des niveaux d'intégration élevés, d'autres ont connu moins de succès. Nous n'avons pas tenté, dans la présente étude, de déterminer dans quelle mesure les parties aux ACR avaient mis en œuvre leurs textes commerciaux.

7. D'une manière générale, sauf en Afrique, les zones de libre-échange sont beaucoup plus répandues que les unions douanières. Elles représentent près de 90 pour cent de tous les ACR pris en compte dans cette étude. Il est très rare que des ACR prévoient l'élimination complète de toutes les mesures tarifaires et non tarifaires entre leurs signataires. La plupart d'entre eux ne prévoient que l'élimination ou la réduction de droits de douane existants, avec des exceptions plus ou moins importantes. Les unions douanières correspondent généralement à l'instauration d'un tarif extérieur commun qui se déroule en plusieurs étapes dans un délai donné. Dans certains cas, ces étapes ne sont pas clairement définies, et elles sont souvent prolongées. Parmi les ACR qui sont pris en compte dans cette étude et qui devaient conduire à l'établissement d'une union douanière, peu ont déjà atteint cet objectif.

8. Non seulement les ACR diffèrent considérablement par leur champ d'application, mais ils sont aussi très différents dans leur configuration. La configuration la plus simple est un accord

¹⁰ Ces groupes de pays et de territoires n'ont pas été définis d'un point de vue strictement géographique et continental; ils correspondent plutôt à des groupes régionaux d'ACR. La désignation de pays ou de territoires ne doit pas être considérée comme l'expression d'une position officielle du Secrétariat de l'OMC vis-à-vis de leurs limites ou de leur statut juridique.

bilatéral conclu entre deux parties ou un accord plurilatéral entre trois parties ou plus. La situation est plus complexe lorsqu'une partie (ou plus) à un accord est elle-même un ACR. Cette situation peut se produire soit dans le cas d'une union douanière (par exemple les accords signés par les CE et les pays euro-méditerranéens), soit dans le cas d'une zone de libre-échange (par exemple le réseau similaire d'accords conclus par l'Association européenne de libre-échange (AELE)). Il n'existe pas pour l'instant d'accords en vigueur dont toutes les parties soient des ACR distincts, mais plusieurs accords de ce type sont en cours de négociation.¹¹

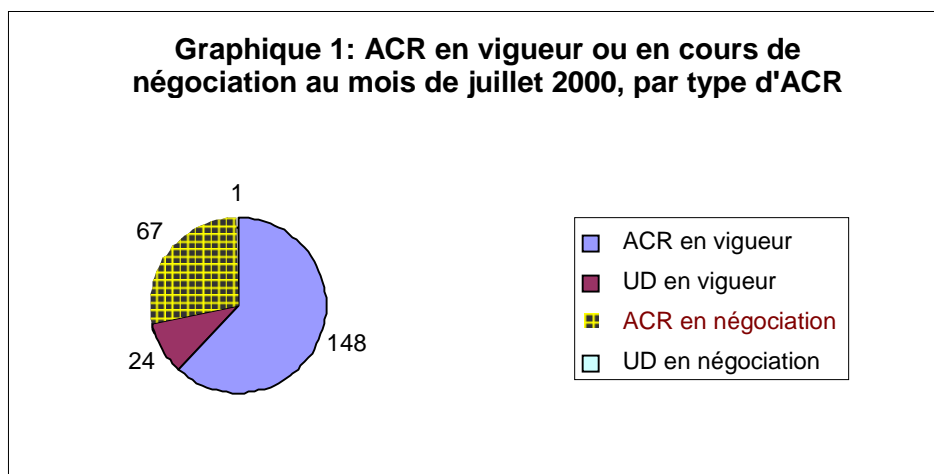
9. Sur un total de 240 ACR pris en compte dans la présente étude, 172 (soit environ 70 pour cent) étaient en vigueur en juillet 2000, comme l'indique le graphique 1. Les 68 accords restants sont définis comme des ACR en cours de négociation. Il s'agit notamment d'accords qui ont été signés mais qui n'étaient pas en vigueur en juillet 2000 ainsi que d'accords faisant encore l'objet de débats ou de négociations; tous ces accords devraient devenir des ACR à part entière au cours des cinq prochaines années.

10. Toutefois, ces nombres doivent être analysés avec prudence. Premièrement, étant donné que certains ACR en cours de négociation vont remplacer des accords existants, tous les ACR actuellement négociés ne viendront pas s'ajouter au nombre actuel d'accords en vigueur.¹² Deuxièmement, au cours des cinq prochaines années, les CE et le MERCOSUR devraient tous deux s'ouvrir à de nouveaux membres. L'accession d'un nouveau membre à une union douanière modifie le réseau d'ACR auxquels le nouveau membre est partie, car ce membre est généralement tenu de s'intégrer dans le réseau d'ACR de l'union douanière tandis que son propre réseau d'accords bilatéraux devient caduc.¹³ Dès lors, l'élargissement de la composition d'une union douanière peut avoir un effet marqué sur le réseau d'ACR en vigueur dans une région donnée. Troisièmement, au cours des cinq prochaines années, de nouvelles alliances qui n'existent pas actuellement ou qui ne sont pas encore rendues publiques pourraient être établies tandis que d'anciennes pourraient disparaître.

¹¹ C'est notamment le cas des accords Conseil de coopération du Golfe (CCG)-CE, CE-MERCOSUR et MERCOSUR-Union douanière de l'Afrique australe (SACU).

¹² Tel est par exemple le cas lorsqu'un seul ACR remplace une série d'accords bilatéraux qui ont été signés au cours d'une certaine période entre un même pays et les parties à une union douanière. On peut citer en exemple l'ACR conclu entre le Mexique et le Marché commun centraméricain (MCCA), qui a remplacé les accords bilatéraux précédents signés par le Mexique et chacun des membres du MCCA.

¹³ Par exemple, lorsque l'Autriche, la Finlande et la Suède sont entrées dans les CE en 1995, elles sont automatiquement devenues parties au réseau d'accords en vigueur des CE. Simultanément, les trois nouveaux membres se sont retirés des ACR auxquels ils étaient parties, notamment l'AELE ou encore l'accord Finlande-Estonie.



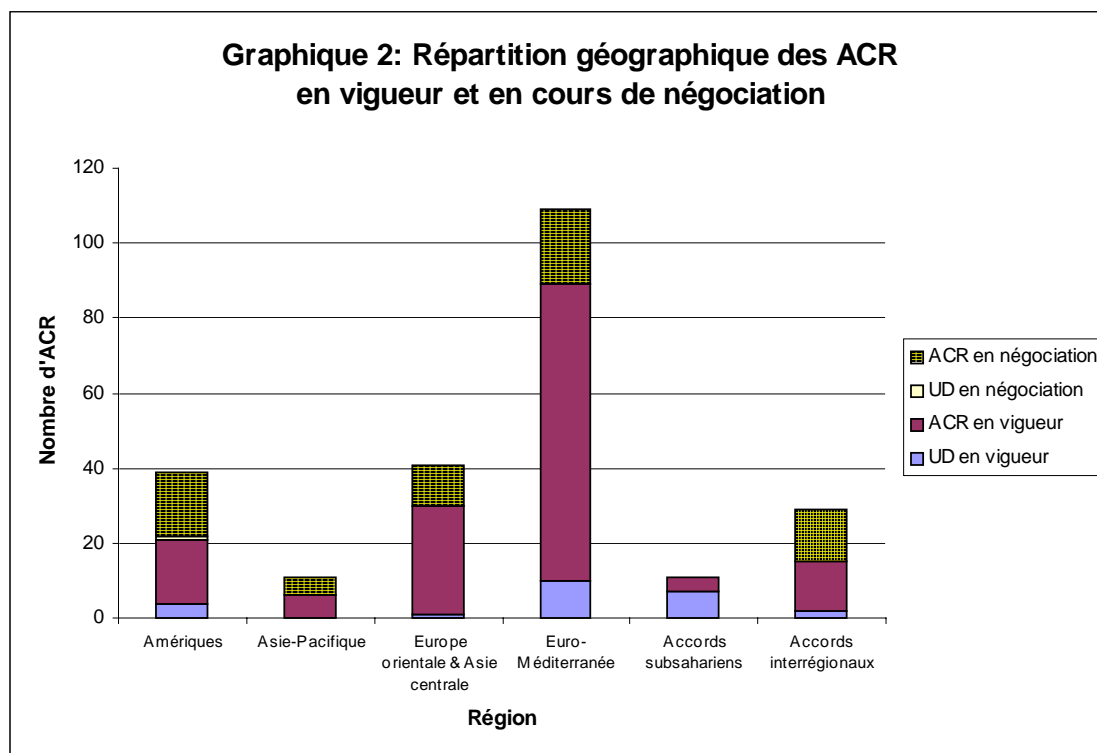
11. Le graphique 2 montre la répartition géographique des ACR pris en compte dans la présente étude. Pour des raisons historiques, la région euro-méditerranéenne représente plus de 50 pour cent de tous les ACR en vigueur et correspond à la région où la concentration de ces accords est la plus forte. S'il semble probable que cette tendance se poursuive à court terme, il convient de noter qu'il y a presque autant d'ACR en cours de négociation dans la région des Amériques que dans la région euro-méditerranéenne. Ces faits traduisent à la fois la maturité relative et le dynamisme constant de ce processus dans les deux régions. Il est également intéressant d'observer l'évolution de ces activités dans la région Asie-Pacifique, qui n'a pas été un terrain très propice au développement des ACR par le passé. Un certain nombre d'initiatives sont aussi en cours en Europe orientale et en Asie centrale; on devrait assister à une certaine intégration des ACR en vigueur dans cette région dans les années à venir. Le groupe interrégional, qui correspond aux ACR regroupant un signataire (ou plus) de deux (ou plus) des cinq groupes géographiques définis plus haut, devrait considérablement s'agrandir puisqu'il rassemble actuellement 15 ACR en vigueur et que 14 autres ACR sont en cours de négociation.¹⁴ L'Afrique subsaharienne est la seule région qui ne mène pas actuellement de négociations sur de nouveaux ACR au niveau sous-régional.¹⁵ Néanmoins, un groupe régional africain a entrepris de négocier un ACR interrégional.¹⁶

12. Il convient de renouveler ici notre appel à la prudence, car tous les ACR en cours de négociation ne vont pas automatiquement accroître le nombre d'ACR en vigueur dans la mesure où certains accords vont remplacer ou étendre le champ d'application d'autres accords existants.

¹⁴ Les ACR conclus entre des pays sub-sahariens et nord-africains sont considérés comme des ACR interrégionaux dans le présent document.

¹⁵ Toutefois, quelques-uns des ACR en vigueur sont en cours de renégociation ou font l'objet de négociations sur différents aspects.

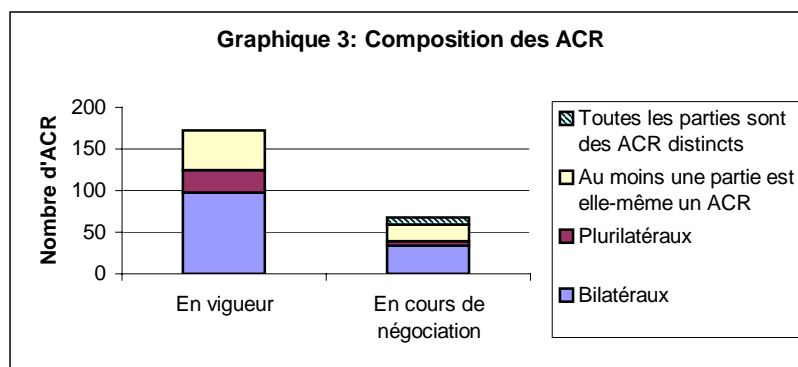
¹⁶ SACU-MERCOSUR.



13. Comme nous l'avons indiqué plus haut, la composition des ACR est variable: elle va du simple ACR bilatéral entre deux parties jusqu'à un ACR dans lequel toutes les parties sont elles-mêmes des ACR distincts. On trouvera au graphique 3 le détail de la composition des ACR en vigueur et en cours de négociation. Les ACR regroupant deux parties représentent 98 (soit près de 60 pour cent) des 172 ACR en vigueur et la moitié de tous les ACR en cours de négociation. Les ACR plurilatéraux représentent 16 pour cent des accords en vigueur mais moins de 10 pour cent de ceux qui sont actuellement négociés. La proportion d'ACR dont au moins une partie est elle-même un ACR est d'environ 30 pour cent, tant pour les accords en vigueur que pour ceux qui sont négociés.¹⁷ L'évolution la plus remarquable qui devrait intervenir au cours des cinq prochaines années est l'apparition d'une nouvelle catégorie d'ACR dans lesquels chaque partie est elle-même un ACR distinct.¹⁸ On compte neuf de ces accords sur les 68 qui sont en cours de négociation; il s'agit aussi bien d'initiatives régionales qu'interrégionales. Cette nouvelle tendance est le reflet de l'intégration croissante des arrangements commerciaux régionaux établis.

¹⁷ On peut citer en exemple les ACR conclus entre les CE et l'AELE ainsi que ceux qui ont été signés par le CARICOM et le MCCA avec de tierces parties.

¹⁸ C'est notamment le cas de l'ACR CE-MERCOSUR et de l'ACR conclu entre l'Accord de rapprochement économique (CER) et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).



III. CARTES

14. Le présent chapitre contient un certain nombre de cartes de deux types.¹⁹ Les premières (cartes n° 1 à 14) illustrent les réseaux d'ACR qui étaient en vigueur en juillet 2000 et les changements qui devraient intervenir d'ici à 2005 aux niveaux régional, sous-régional et interrégional.²⁰ Les secondes (cartes n° 15 et 16) sont des cartes de densité qui illustrent la participation de pays particuliers à des ACR en vigueur ou en négociation. Chaque groupe de cartes s'accompagne d'une description détaillée.²¹ Les flèches portées sur les cartes indiquent l'existence d'accords bilatéraux entre des pays. Les accords plurilatéraux sont indiqués en couleur; si plusieurs accords plurilatéraux se chevauchent, ils sont représentés par un symbole.²²

¹⁹ Sur ces cartes, le nom des pays et des territoires ainsi que l'abréviation des ACR figurent uniquement en anglais.

²⁰ Certaines cartes se recoupent, notamment en ce qui concerne la région euro-méditerranéenne et les accords entre l'Afrique du Nord et l'Afrique sub-saharienne.

²¹ Lorsque les cartes sont difficiles à interpréter en raison de limites de taille ou d'espace, on a ajouté des notes de bas de page.

²² Pour une meilleure lecture, il convient d'imprimer les cartes au moyen d'une imprimante couleur.

CARTES N° 1–2 Réseau d'ACR en vigueur et en négociation entre les CE, l'AELE et des pays tiers dans la région euro-méditerranéenne (2000/2005)

15. La carte n° 1 illustre le réseau d'ACR en vigueur en juillet 2000 entre les CE, l'AELE et d'autres pays de la région euro-méditerranéenne.^{23,24} Les CE ont conclu des ACR bilatéraux avec chacun des quatre pays de l'AELE²⁵ et avec les îles Féroé. Bien que les réseaux d'accords conclus par les CE et l'AELE avec des pays tiers soient étroitement liés, il existe des exceptions. En juillet 2000, seules les CE (mais pas l'AELE) avaient conclu des ACR avec la Tunisie, la Jordanie, Chypre, Saint-Marin, Andorre et Malte.

16. La carte n° 2 illustre le réseau d'ACR qui devraient être en vigueur d'ici à 2005 entre les CE, l'AELE et d'autres pays de la région euro-méditerranéenne.^{26,27} D'ici à 2005, l'AELE devrait avoir conclu des ACR avec Malte, la Tunisie, la Jordanie, le Liban, l'Égypte, l'Albanie et l'ex-République yougoslave de Macédoine. Parallèlement, les CE devraient étendre leur réseau à l'Algérie, au Liban, à l'Égypte et à la Syrie. Les ACR respectivement conclus par les CE et l'AELE avec les six membres du Conseil de coopération du Golfe devraient entrer en vigueur d'ici à 2005. L'élargissement des CE à Chypre, à la République tchèque, à l'Estonie, à la Hongrie, à la Pologne et à la Slovaquie, également prévu pour 2005, aura une incidence considérable sur le réseau d'accords actuel dans la région. Les six nouveaux membres des CE deviendront automatiquement parties au réseau des CE en vigueur, qui remplacera leurs ACR bilatéraux. À moyen terme, une zone de libre-échange euro-méditerranéenne pourrait être instaurée d'ici à 2010.

²³ D'autres ACR en vigueur dans cette région (qui ne concernent ni les CE ni l'AELE) sont indiqués sur les cartes n° 3 et 5.

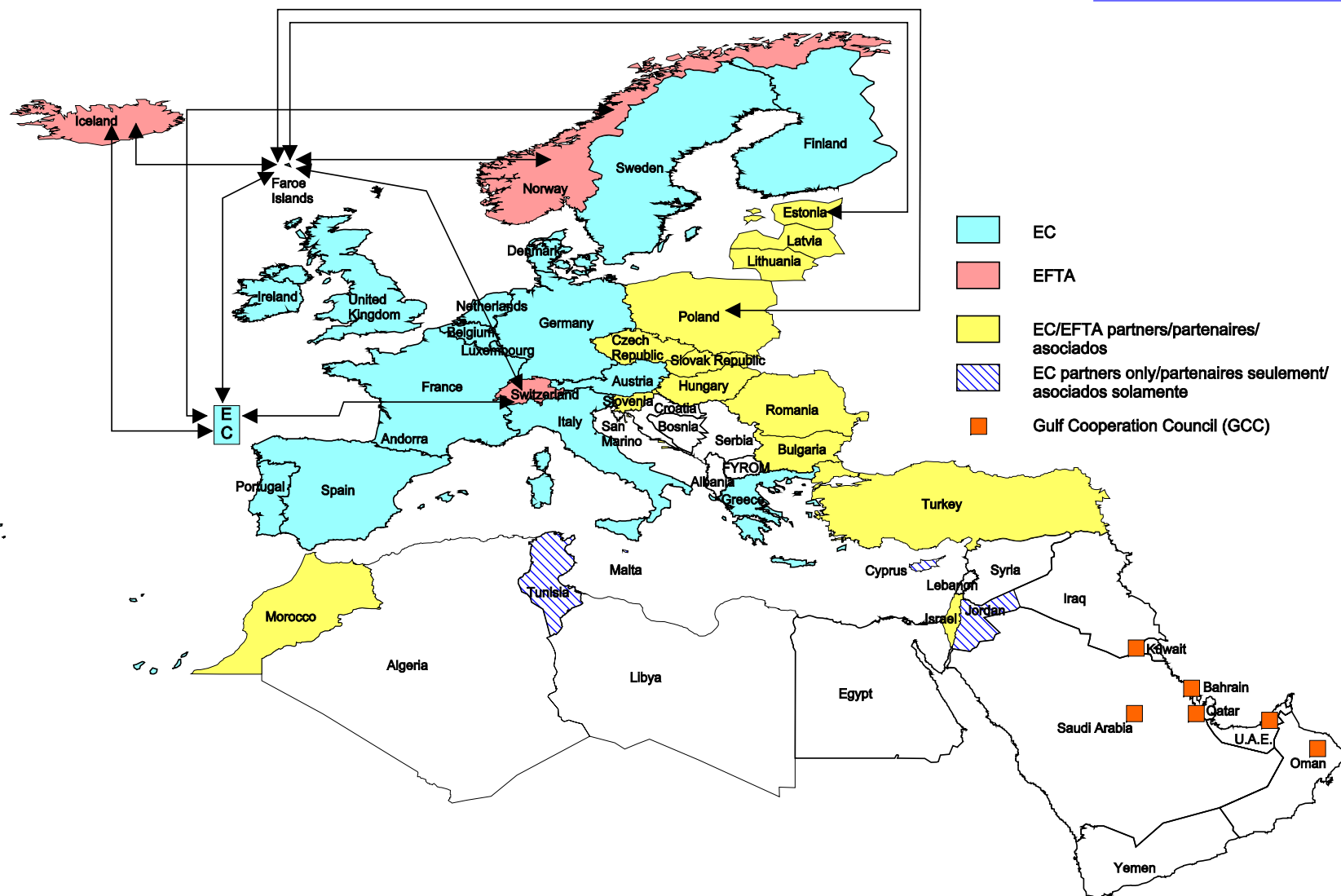
²⁴ Les ACR conclus par les CE et l'AELE avec l'Autorité palestinienne ne sont pas indiqués. Les îles Féroé sont une région autonome du Danemark mais ne font pas partie des CE.

²⁵ L'ACR entre les CE et la Suisse couvre aussi le Liechtenstein. Les ACR conclus entre les CE et la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein sont complétés par l'Espace économique européen (EEE).

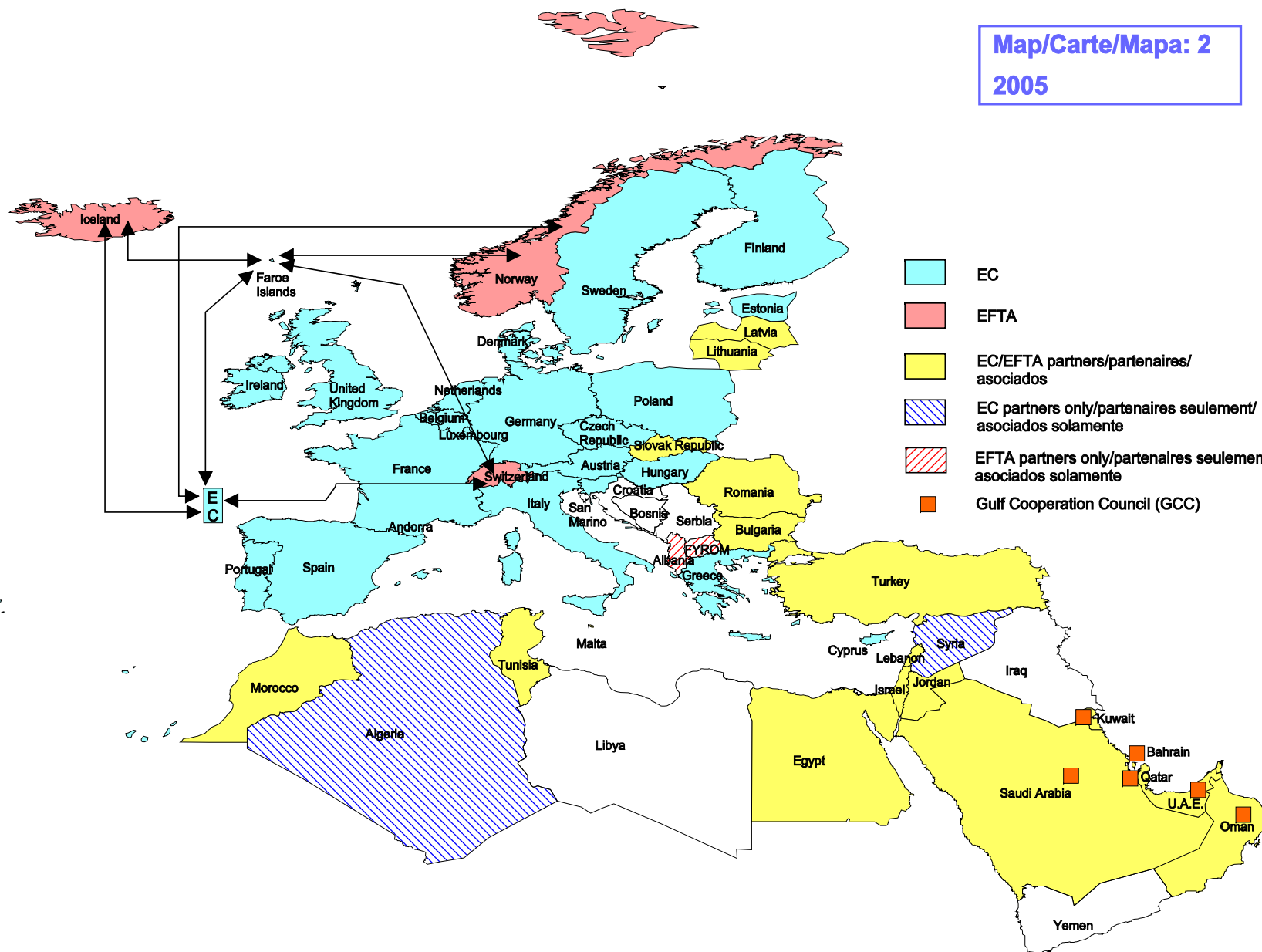
²⁶ D'autres ACR qui devraient entrer en vigueur dans cette région (et qui ne concernent ni les CE ni l'AELE) sont indiqués sur les cartes n° 4 et 6.

²⁷ Les ACR conclus par les CE et l'AELE avec l'Autorité palestinienne ne sont pas indiqués. Seules les CE (mais pas l'AELE) ont conclu des ACR avec Andorre et Saint-Marin. Les CE et l'AELE ont toutes deux des accords avec Malte. Les îles Féroé sont une région autonome du Danemark mais ne font pas partie des CE. On a pris pour hypothèse que les CE s'ouvriraient à Chypre, à la République tchèque, à l'Estonie, à la Hongrie, à la Pologne et à la Slovaquie.

Map/Carte/Mapa: 1
2000



Map/Carte/Mapa: 2
2005



CARTES N° 3-4 Réseau d'ACR en vigueur et en négociation en Europe centrale, dans les trois pays baltes et au Moyen-Orient (2000/2005)

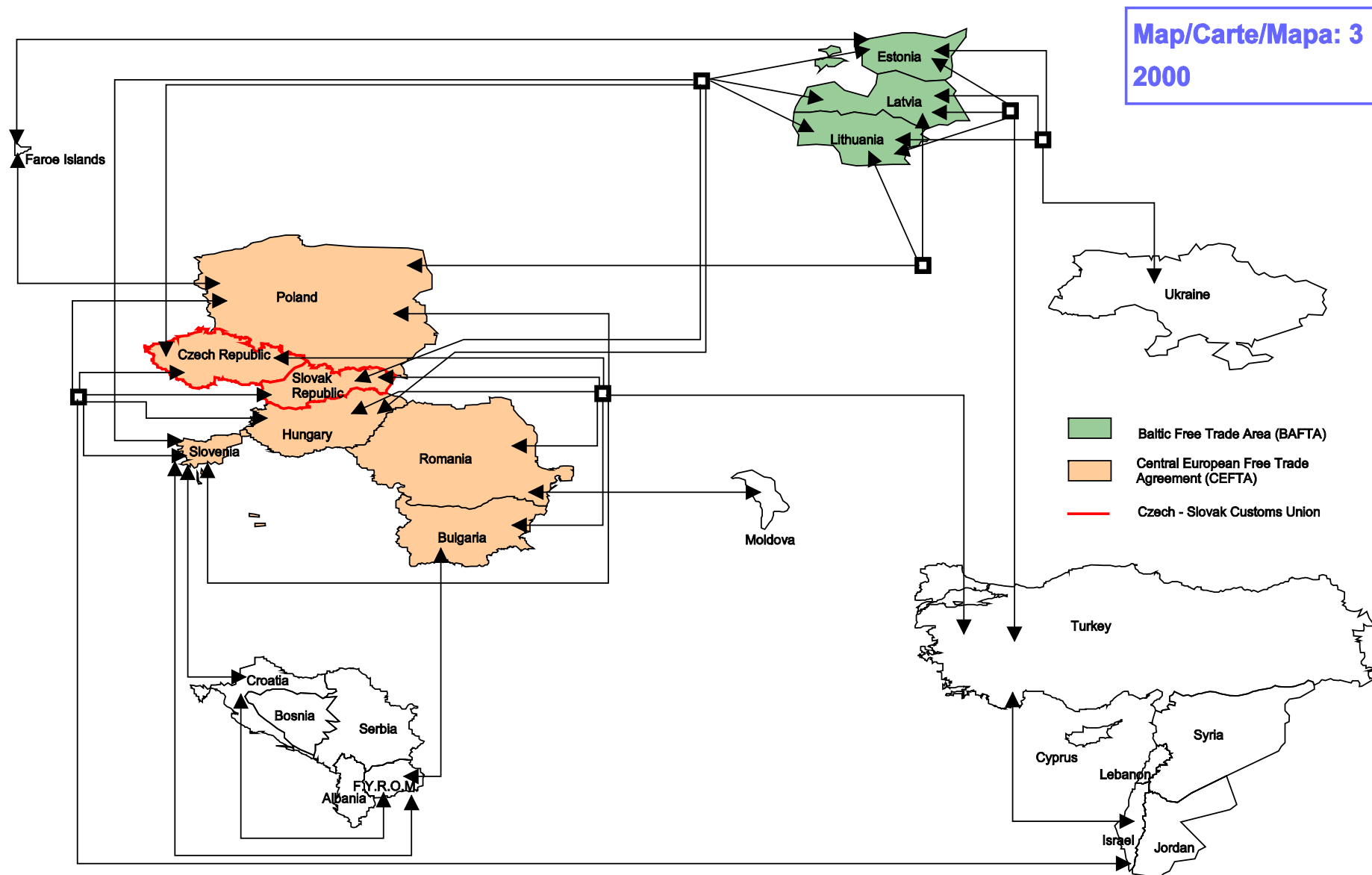
17. La carte n° 3 montre le réseau d'ACR qui étaient en vigueur en juillet 2000 en Europe centrale, dans les trois pays baltes et dans certains pays du Moyen-Orient.²⁸ Les deux ACR plurilatéraux de cette sous-région sont l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC), qui compte sept membres, et la Zone de libre-échange balte (BAFTA) qui compte trois membres. Si un nombre important d'accords bilatéraux ont été conclus entre les pays de l'ALEEC, les pays baltes, la Turquie et Israël, ce réseau d'ACR n'est pas symétrique.²⁹ Deux des pays de l'ALEEC, la République tchèque et la République slovaque, sont liés par une union douanière. La Slovénie et la Bulgarie ont conclu des ACR avec l'ex-République yougoslave de Macédoine; la Slovénie a en outre un accord avec la Croatie. S'agissant des accords interrégionaux, la Roumanie a signé un ACR avec la Moldova et les trois pays baltes ont conclu des ACR bilatéraux avec l'Ukraine.

18. La carte n° 4 montre le réseau d'ACR qui devraient être en place d'ici à 2005 en Europe centrale, dans les trois pays baltes et dans certains pays du Moyen-Orient.³⁰ L'élargissement des CE-15 aux CE-21, qui est prévu pour 2005, va simplifier et intégrer le réseau d'ACR en vigueur dans cette sous-région; l'ALEEC ne conservera que trois de ses sept membres actuels et la BAFTA deux de ses trois membres. Le nombre d'ACR bilatéraux auxquels la Turquie et Israël sont parties va diminuer puisque leurs ACR bilatéraux avec les six nouveaux membres des CE seront remplacés par les ACR des CE. L'union douanière distincte établie entre les Républiques tchèque et slovaque devrait en principe être dissoute. Le nouveau réseau d'ACR des six membres admis dans les CE est illustré dans la carte n° 2.

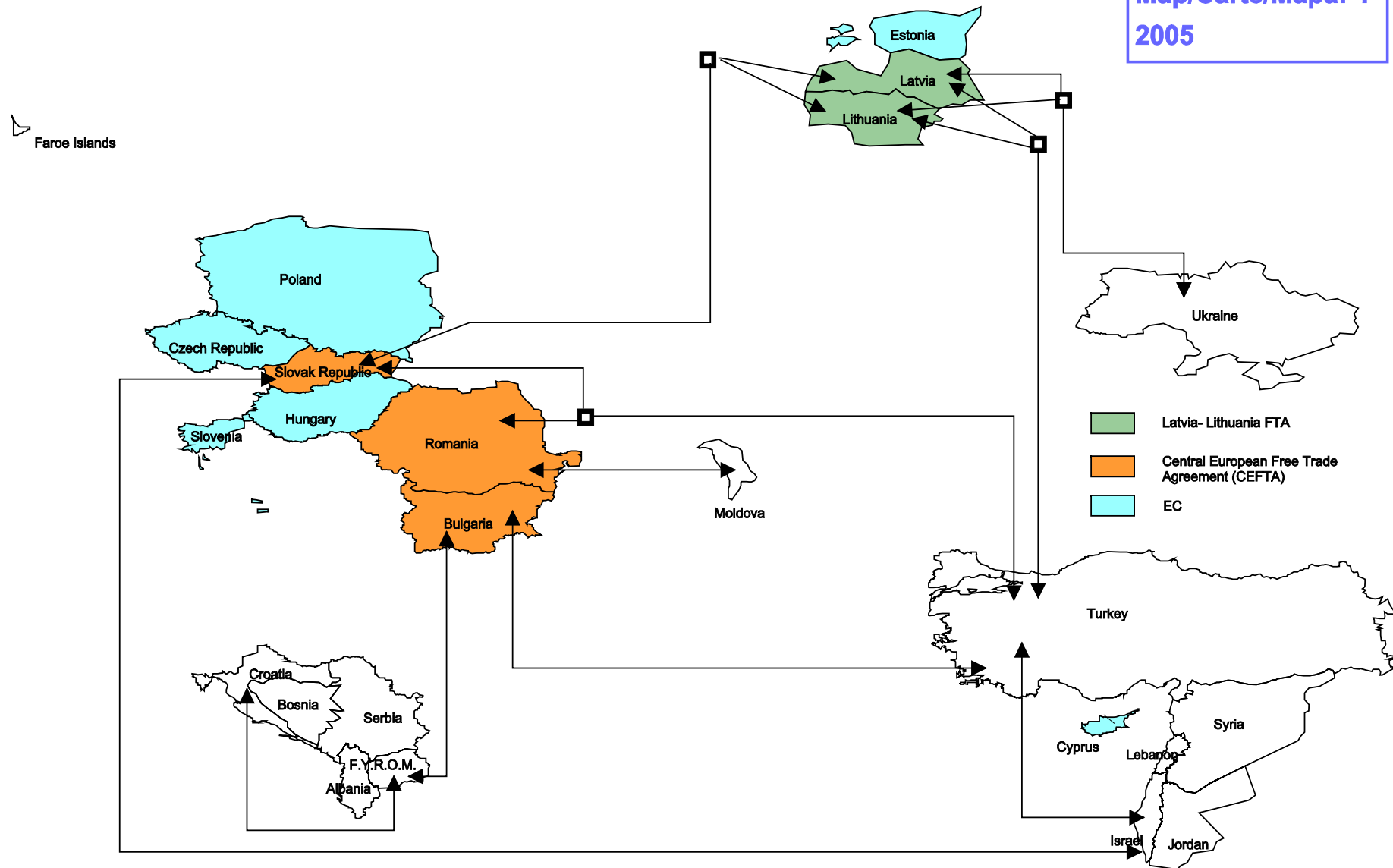
²⁸ L'Union douanière entre Israël et l'Autorité palestinienne ne figure pas sur cette carte.

²⁹ Ainsi, la République tchèque, la République slovaque, la Hongrie et la Slovénie ont toutes conclu des ACR avec les trois pays baltes, tandis que la Pologne n'a conclu d'ACR qu'avec la Lettonie et la Lituanie. Quant à la Roumanie et la Bulgarie, elles n'ont signé aucun ACR avec les pays baltes.

³⁰ Les ACR conclus entre Israël et l'Autorité palestinienne et entre la Turquie et l'Autorité palestinienne ne figurent pas sur cette carte. Nous avons pris pour hypothèse que les CE s'ouvriraient à Chypre, à la République tchèque, à l'Estonie, à la Hongrie, à la Pologne et à la Slovénie, et que par conséquent les réseaux bilatéraux entre ces six pays disparaîtraient. Le nouveau réseau d'ACR de ces six pays n'apparaît pas sur la carte.



Map/Carte/Mapa: 4
2005



CARTES N° 5-6 Réseau d'ACR en vigueur et en négociation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (2000/2005)

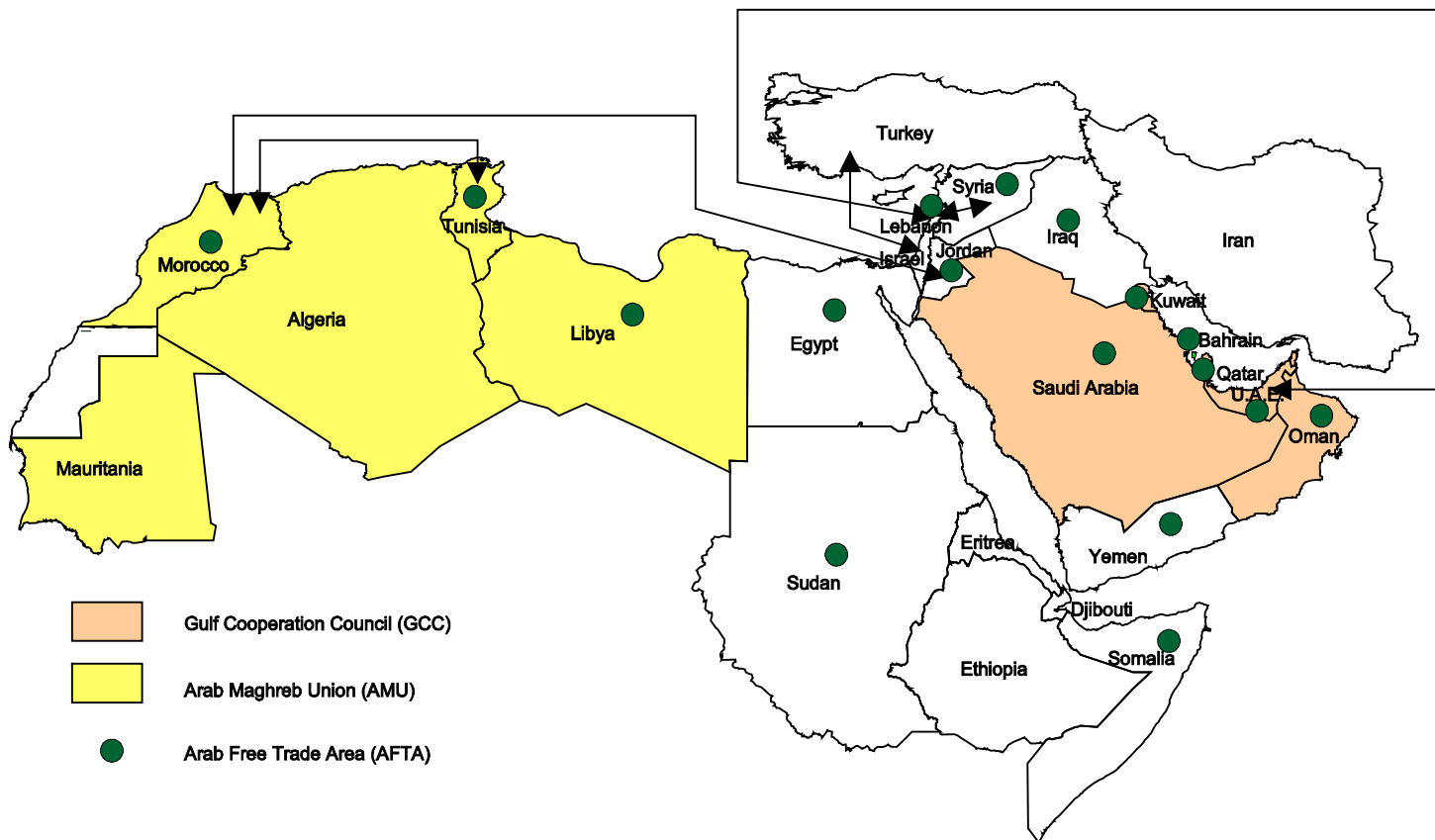
19. La carte n° 5 indique le réseau d'ACR en vigueur en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.^{31,32} Trois ACR ont été conclus dans cette sous-région: l'Union du Maghreb arabe (UMA), qui compte cinq membres, le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui compte six membres et la Zone de libre-échange arabe (AFTA) qui regroupe au total 18 pays, à savoir l'ensemble des membres du CCG, trois des cinq membres de l'UMA et huit autres membres.

20. La carte n° 6 montre le réseau d'ACR qui devraient être en vigueur d'ici à 2005 en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.³³ En 2005, la Turquie, le Maroc et l'Égypte devraient avoir étendu leurs réseaux d'ACR bilatéraux tandis que la majorité des pays de cette sous-région devraient s'intégrer dans la Zone de libre-échange euro-méditerranéenne, qui devrait être instaurée en 2010.

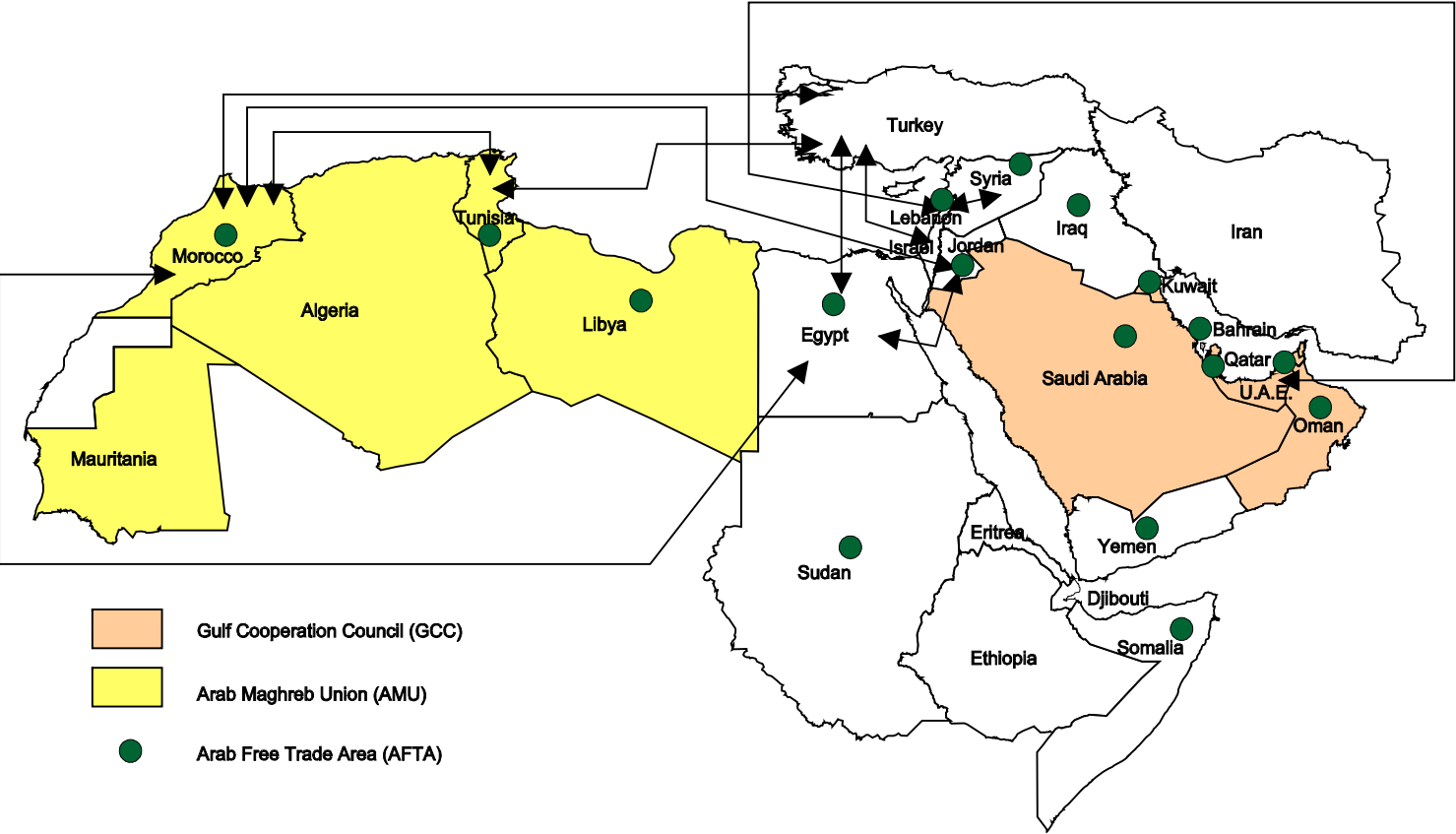
³¹ L'Union douanière entre Israël et l'Autorité palestinienne ne figure pas sur la carte. L'Autorité palestinienne est membre de l'AFTA.

³² Les relations des pays de cette sous-région avec les CE et l'AELE sont indiquées sur les cartes n° 1 et 2.

³³ Les ACR conclus entre Israël et l'Autorité palestinienne et entre la Turquie et l'Autorité palestinienne ne figurent pas sur cette carte. L'Autorité palestinienne est membre de l'AFTA.



Map/Carte/Mapa: 6
2005



CARTE N° 7 Réseau d'ACR en vigueur et en négociation en Afrique (2000/2005)

21. La carte n° 7 illustre le réseau d'ACR conclus dans l'ensemble de l'Afrique; elle est valable aussi bien pour 2000 que pour 2005 car il semble que tous les ACR qui devraient être en vigueur en 2005 soient déjà établis.³⁴ L'un des groupes sous-régionaux négocie activement un ACR interrégional, comme l'indique la carte n° 14. L'Afrique se caractérise notamment par le nombre de ses ACR plurilatéraux (il en existe 13 actuellement); nombre d'entre eux se chevauchent et ont des objectifs qui pourraient s'avérer contradictoires.

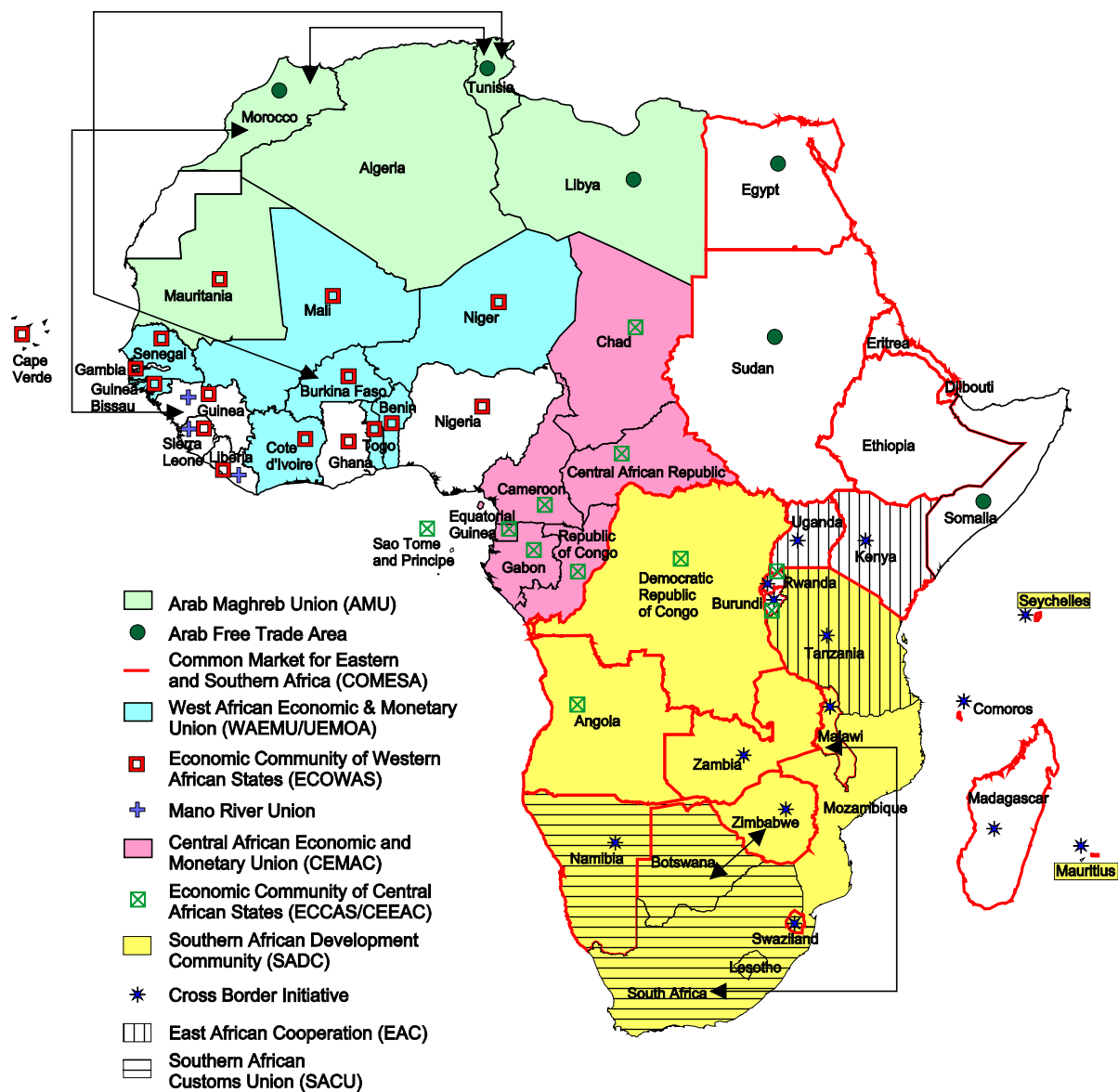
22. En **Afrique du Nord**, on compte deux ACR plurilatéraux: l'Union du Maghreb arabe, avec cinq membres, et la Zone de libre-échange arabe³⁵ qui est interrégionale et qui rassemble tous les pays d'Afrique du Nord à l'exception de l'Algérie. L'Égypte est le seul pays d'Afrique du Nord qui est membre du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA). Trois ACR plurilatéraux sont en vigueur en **Afrique de l'Ouest**: l'Union du fleuve Mano (MRU) qui compte trois membres, l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) qui compte huit membres, et la CEDEAO qui compte 16 membres et réunit la MRU, l'UMOA, le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Mauritanie et le Nigéria. En **Afrique centrale**, deux groupes plurilatéraux ont été établis: la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), qui compte six membres, et la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), dont la composition est plus large et qui regroupe, outre les six membres de la CEMAC, cinq autres pays de la région. En **Afrique du Sud**, les cinq membres de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) sont également parties à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui compte en tout 14 membres. En **Afrique orientale**, la Coopération est-africaine (CEA) compte trois membres, tandis que l'Initiative transfrontières (CBI), qui couvre l'ensemble de l'Afrique orientale et australe, compte 14 membres. Le COMESA compte en tout 20 membres situés au nord, à l'est et au sud de l'Afrique. Le seul groupe dont la composition soit à l'échelle du continent est la Communauté économique africaine (CEA) qui regroupe tous les pays d'Afrique à l'exception du Maroc.

23. Si l'adhésion à certains ACR plurilatéraux s'explique par des similitudes linguistiques (par exemple dans le cas de l'UMOA) ou l'appartenance à un groupe géographique (comme dans la SACU ou la SADC), d'autres accords tels que la CEDEAO et le COMESA ne s'arrêtent pas à de telles différences. La plupart des pays africains sont parties à deux ACR plurilatéraux, et certains en ont même signé trois. La Namibie et le Swaziland en ont signé quatre. Une certaine intégration des ACR subsahariens semble probable, soit sous la forme d'une réduction ou d'une modification de la composition de ces accords, soit par une fusion ou par l'obsolescence de certains ACR. À plus long terme, la Communauté économique africaine s'est fixé pour but d'instaurer un marché commun africain d'ici à 2020.

³⁴ Le Rwanda et le Burundi sont membres de la CBI, de la CEEAC et du COMESA.

³⁵ L'AFTA est illustrée dans son intégralité sur les cartes n° 5 et 6.

Map/Carte/Mapa: 7
2000/2005

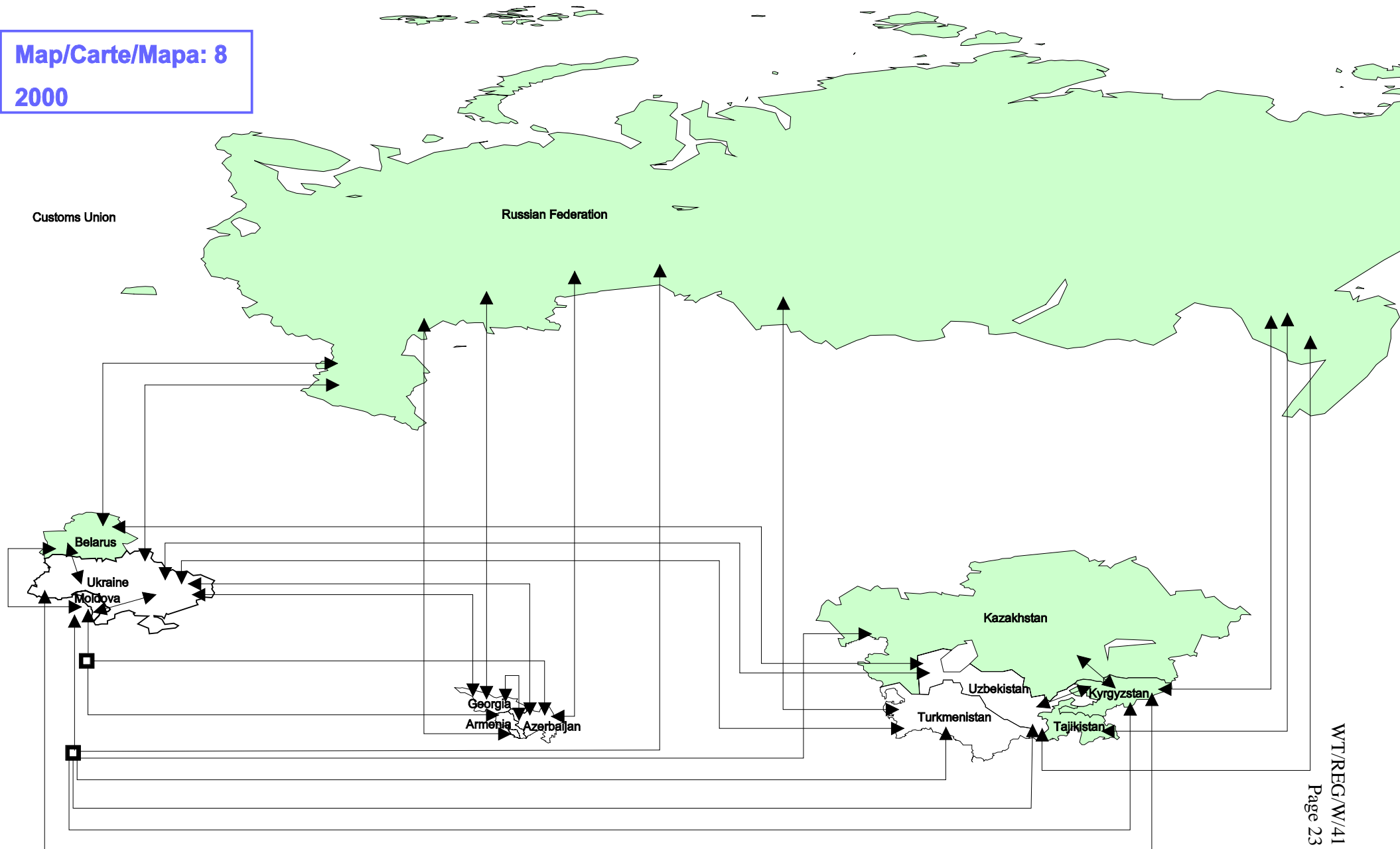


CARTE N° 8 Réseau d'ACR en vigueur en Europe orientale et en Asie centrale (2000)

24. La carte n° 8 illustre le réseau d'ACR en vigueur en Europe orientale et en Asie centrale en juillet 2000. Un certain nombre d'ACR bilatéraux ont également été conclus ainsi qu'un accord de libre-échange qui rassemble tous les pays de la région sauf le Turkménistan, soit 12 pays au total. La Fédération de Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Bélarus sont membres d'une union douanière. Certains ACR bilatéraux sont en cours de négociation et devraient entrer en vigueur d'ici à 2005, mais le Secrétariat dispose de peu de renseignements sur ces accords.

Map/Carte/Mapa: 8
2000

 Customs Union



CARTES N° 9-10 Réseau d'ACR en vigueur et en négociation dans la région Asie-Pacifique (2000/2005)

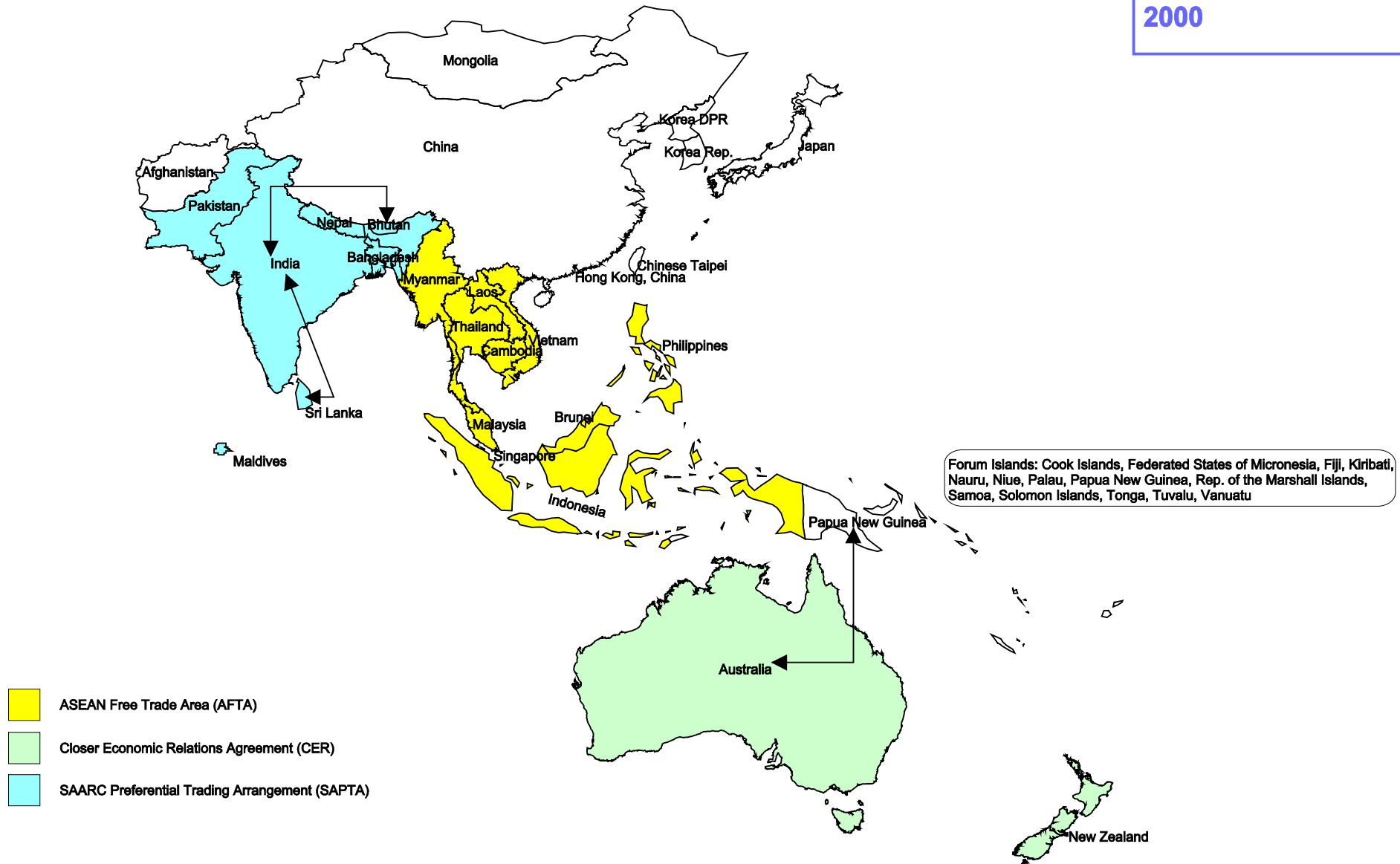
25. La carte n° 9 illustre le réseau d'ACR conclus dans la région Asie-Pacifique; c'est dans cette région que l'on compte le moins d'ACR en vigueur actuellement.³⁶ Les trois accords principaux sont les suivants: la zone de libre-échange (AFTA) de l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), qui compte dix membres; l'Arrangement commercial préférentiel (SAPTA) entre les membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC), qui compte sept membres; et l'Accord de rapprochement économique (CER) conclu entre deux membres. S'ils couvrent un nombre considérable d'économies, les trois principaux ACR ne comprennent pas quelques-uns des pays commerçants les plus importants de la région, et en particulier la Chine, le Japon, Hong Kong, Chine ou encore la Corée.

26. La carte n° 10 montre le réseau d'ACR qui devraient être en vigueur dans la région Asie-Pacifique d'ici à 2005. À cette date, le nombre de nouveaux ACR devrait avoir augmenté dans cette région tandis que certains accords existants auront probablement fait l'objet d'une intégration. Des négociations sont en cours pour établir un accord de libre-échange entre deux des principaux ACR, l'ANASE et le CER. De plus, certains membres du Forum du Pacifique Sud, qui regroupe 14 îles du Pacifique ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, envisagent de dépasser le cadre des initiatives régionales existantes et de conclure un Accord commercial régional du Pacifique (PARTA). Parallèlement, le Japon, la Corée et Singapour envisagent de signer de nouveaux accords commerciaux bilatéraux, non seulement avec des partenaires de la région mais également avec des partenaires des Amériques.³⁷

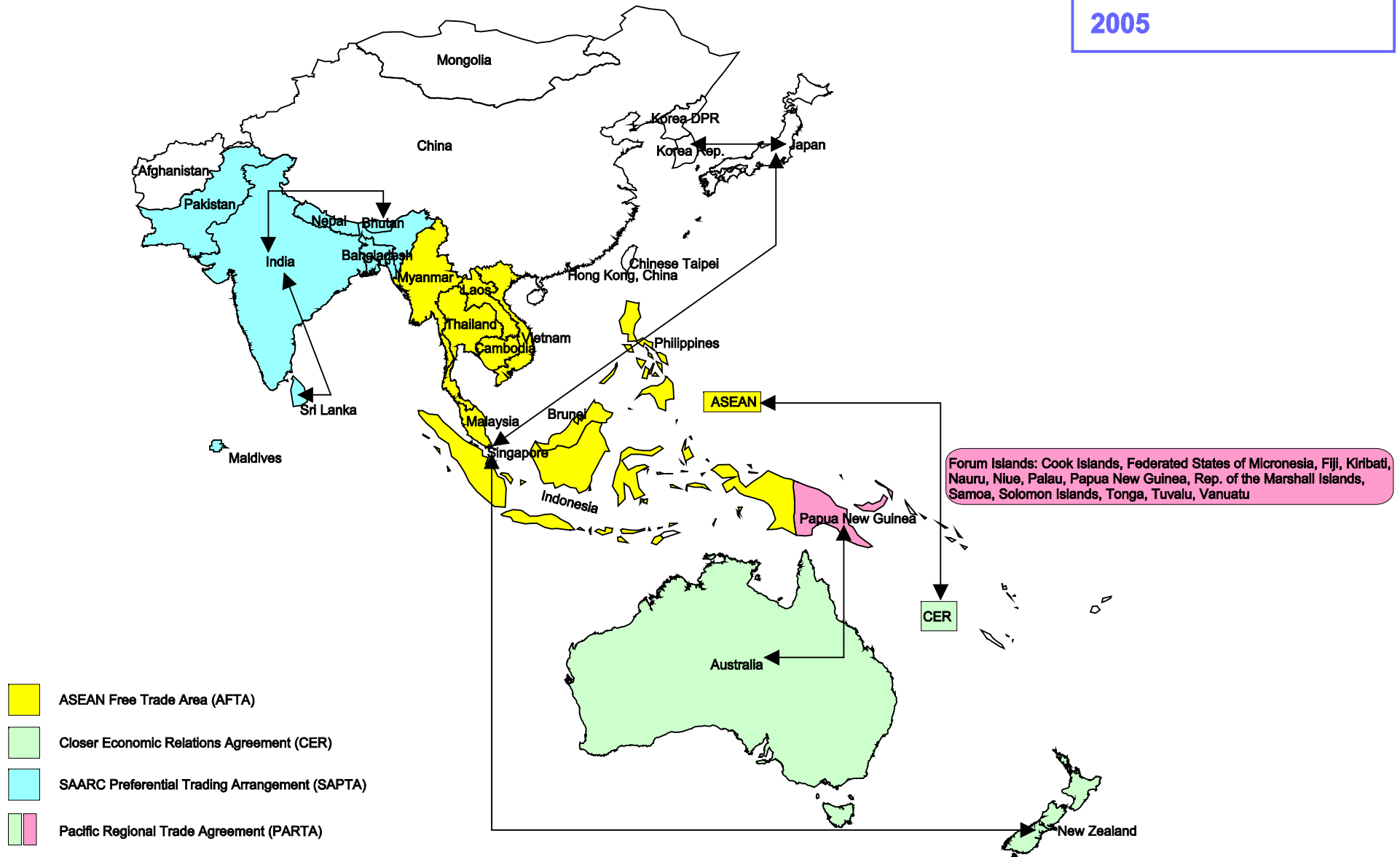
³⁶ Les Maldives n'apparaissent pas dans leurs dimensions réelles sur cette carte.

³⁷ Les accords interrégionaux en cours de négociation sont indiqués dans la carte n° 14.

**Map/Carte/Mapa: 9
2000**



Map/Carte/Mapa: 10 2005



CARTES N° 11–12 Réseau d'ACR en vigueur et en négociation dans la région des Amériques (2000/2005)

27. La carte n° 11 illustre le réseau des ACR qui étaient en vigueur en juillet 2000 dans la région des Amériques.³⁸ Tous les pays de la région sauf Cuba, le Chili, la République dominicaine et Panama sont actuellement membres de l'un des cinq principaux ACR plurilatéraux de la région. Ces accords sont les suivants: l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Marché commun centraméricain (MCCA), le Marché commun des Caraïbes (CARICOM), la Communauté andine et le MERCOSUR. Par ailleurs, on dénombre quelques accords bilatéraux ainsi que des accords dont l'une des parties est elle-même un ACR.

28. La carte n° 12 montre le réseau d'ACR qui devraient être en vigueur d'ici à 2005 dans la région des Amériques.³⁹ En 2005, près de 20 ACR supplémentaires auront été conclus; à première vue, il semble donc que la complexité du réseau d'ACR va s'accroître dans la région. En réalité, cette phase active devrait entraîner un phénomène au moins partiel d'intégration puisque quelques-uns des cinq grands ACR précités auront conclu des accords de libre-échange soit entre eux, soit, dans certains cas, avec des pays particuliers. Ainsi, les accords conclus par la Communauté andine avec l'Argentine et le Brésil auront probablement été remplacés par son accord avec le MERCOSUR, et au moins quelques-uns des ACR bilatéraux du Chili disparaîtront après l'adhésion de ce pays au MERCOSUR. En outre, tous les membres du MCCA auront signé des accords distincts avec le Mexique pour mettre en place la zone de libre-échange MCCA-Mexique. Par ailleurs, le nombre d'accords interrégionaux associant des pays ou des ACR de cette région aura considérablement augmenté d'ici à 2005 (voir carte n° 14).

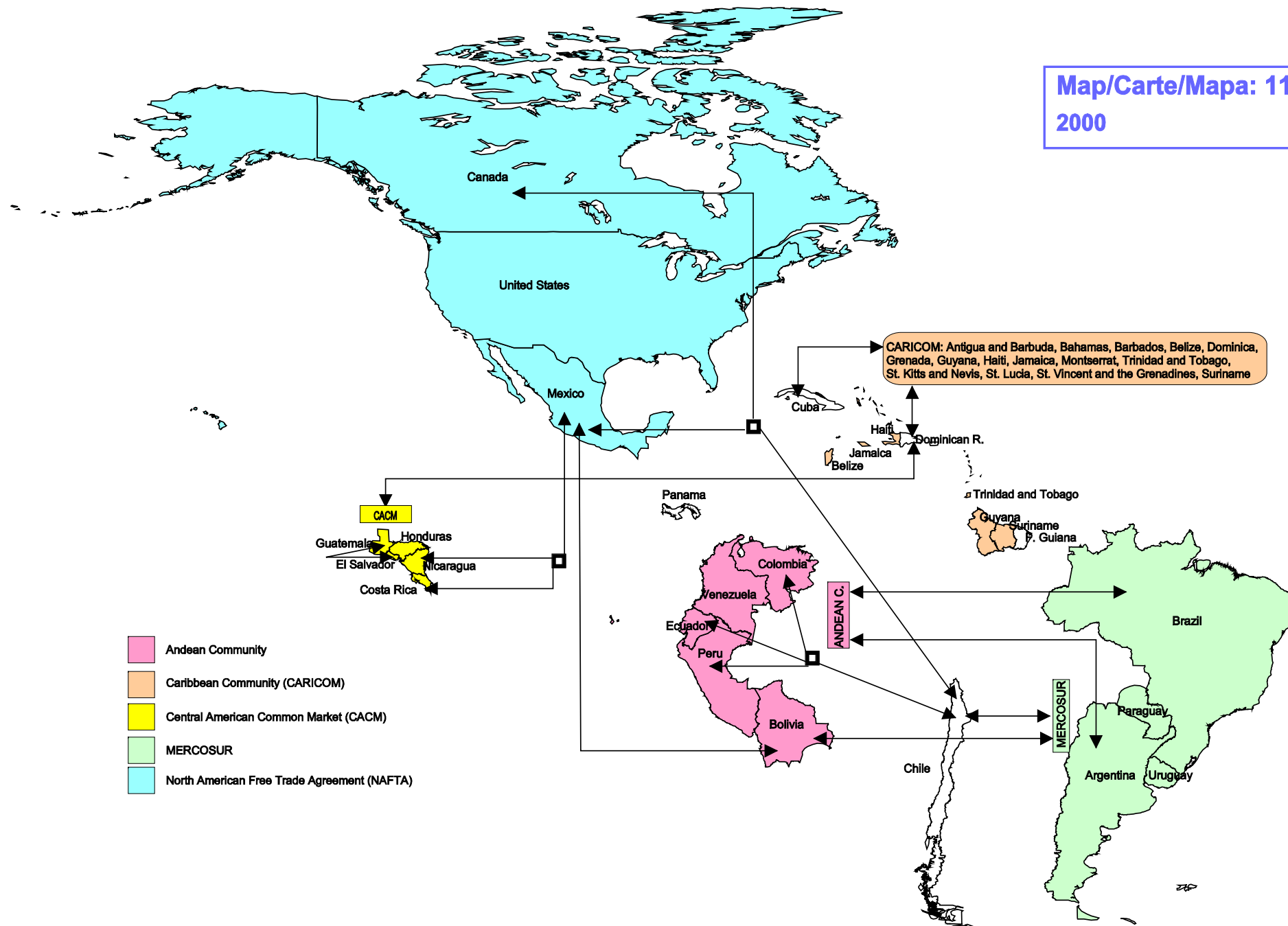
29. Un autre scénario peut être envisagé après l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), qui rassemblera 34 pays.⁴⁰ Il reste à voir quelle incidence cet arrangement pourrait avoir sur les cinq accords plurilatéraux en vigueur dans la région des Amériques.

³⁸ Le Chili et la Bolivie sont des membres associés du MERCOSUR.

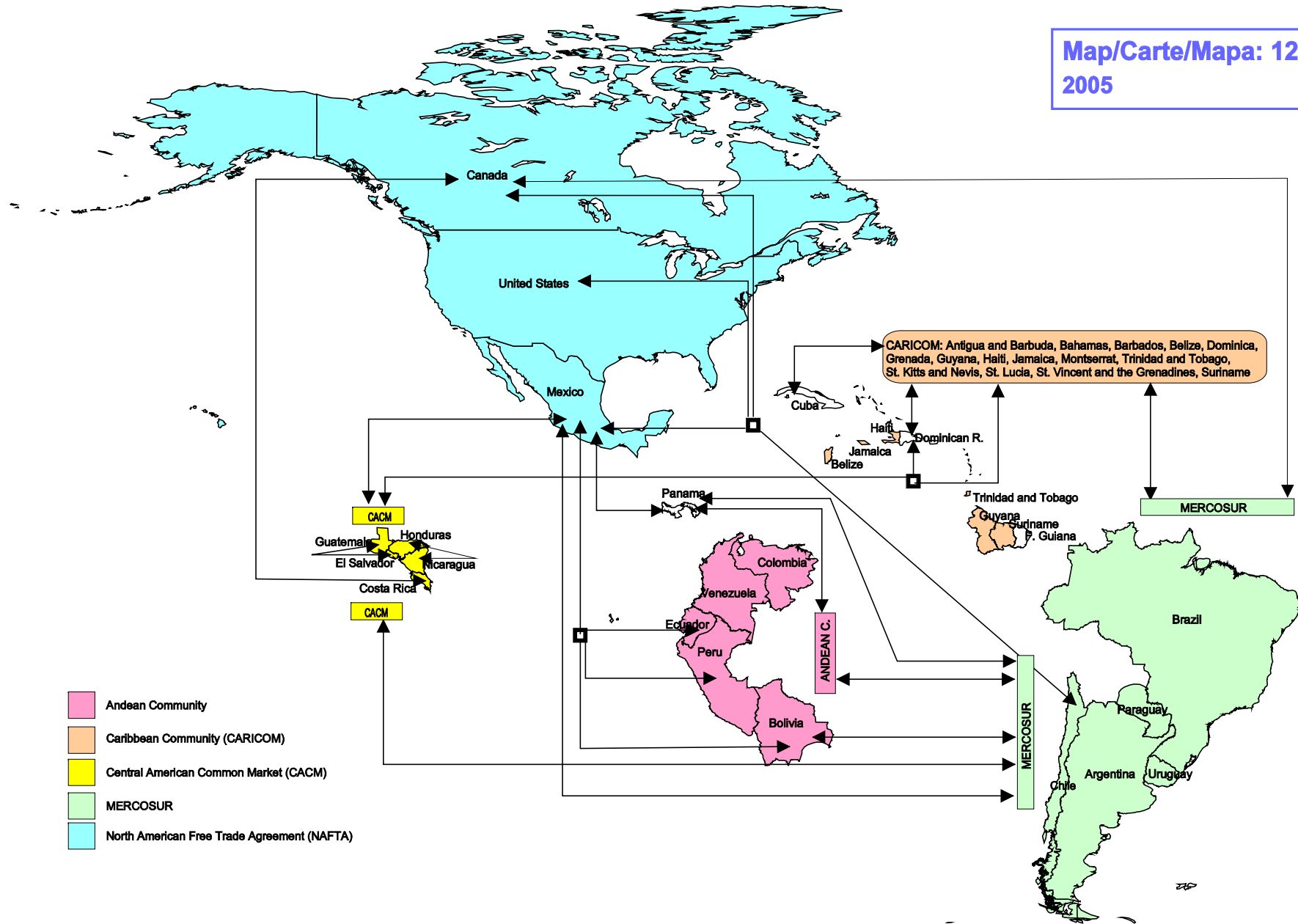
³⁹ Dans l'hypothèse où le MERCOSUR s'ouvrirait au Chili.

⁴⁰ Bien qu'il soit membre du CARICOM, Montserrat ne participe pas à la ZLEA.

Map/Carte/Mapa: 11
2000



Map/Carte/Mapa: 12
2005



CARTES N° 13-14 Réseau d'ACR interrégionaux en vigueur et en négociation (2000/2005)

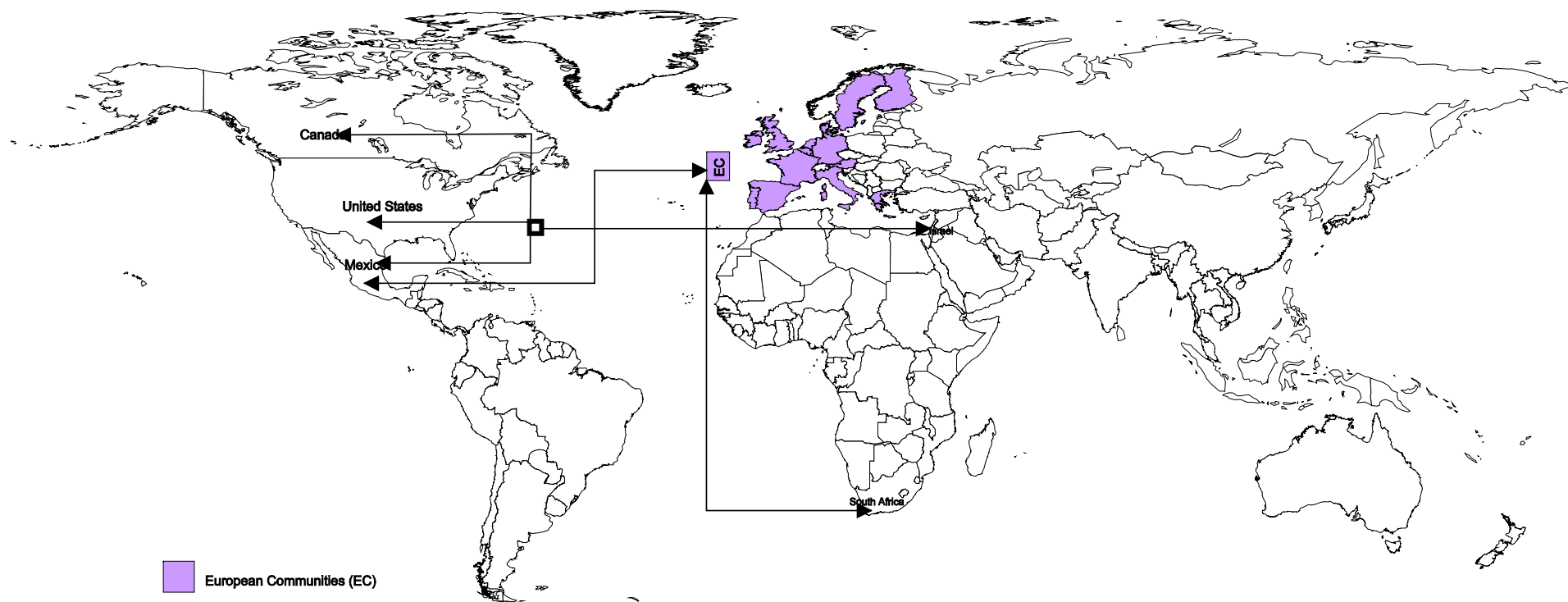
30. La carte n° 13 illustre le réseau d'accords interrégionaux en vigueur en juillet 2000.⁴¹ Actuellement, Israël a conclu des ACR avec le Canada, le Mexique et les États-Unis, tandis que les CE ont signé des ACR avec le Mexique et l'Afrique du Sud.

31. La carte n° 14 illustre le réseau d'accords interrégionaux qui devraient être en vigueur en 2005.⁴² Il est facile de voir, en comparant les cartes n° 13 et 14, une tendance très marquée au développement des accords interrégionaux. Certains de ces accords sont négociés entre des ACR distincts, par exemple les accords entre les CE et le MERCOSUR ou entre le MERCOSUR et la SACU. Certains pays de la région Asie-Pacifique qui n'avaient pas conclu d'accords bilatéraux jusqu'à présent, notamment le Japon, la Corée et Singapour, négocient simultanément des accords commerciaux régionaux et interrégionaux.

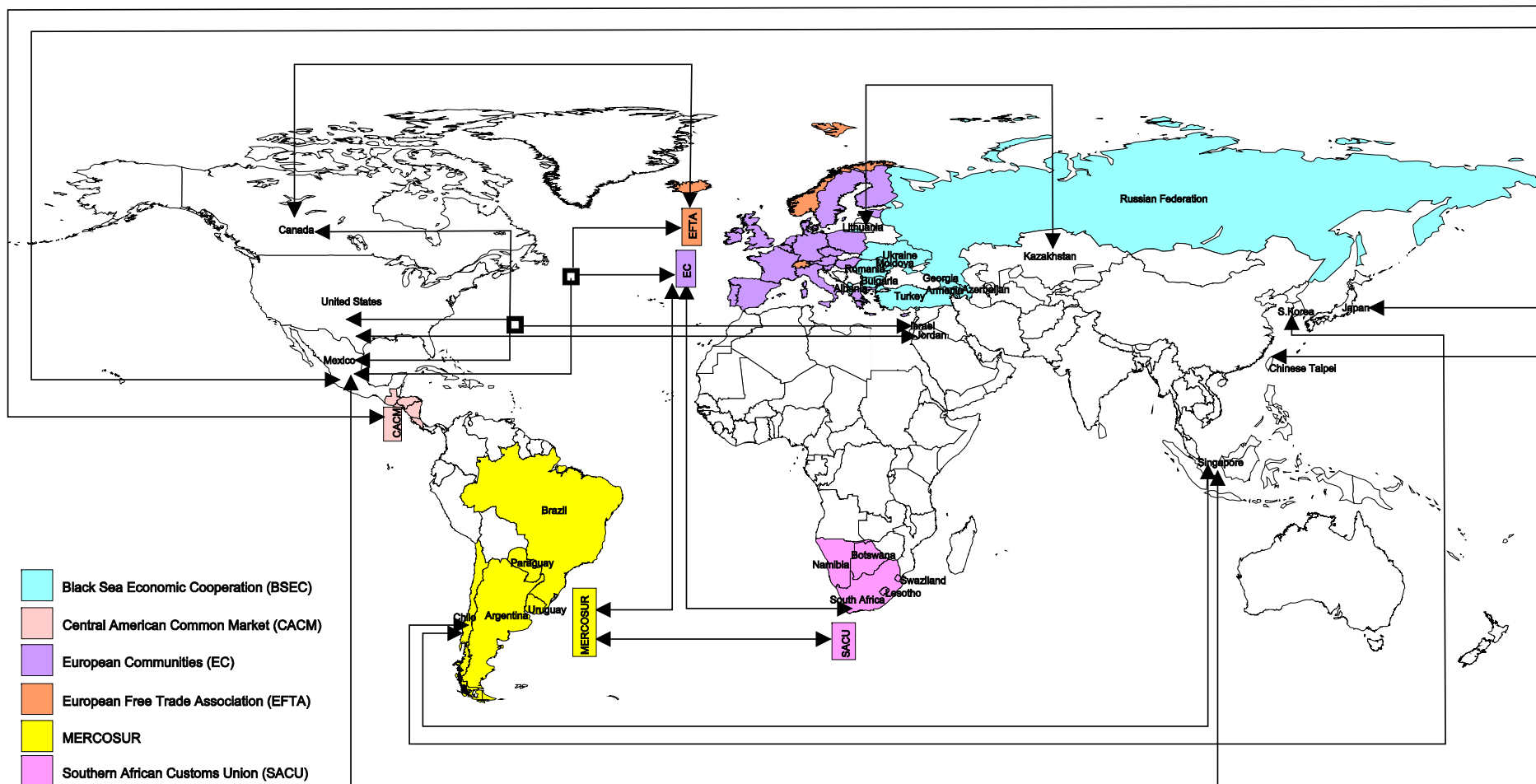
⁴¹ L'ACR conclu entre l'Autorité palestinienne et les États-Unis ne figure pas sur la carte. Les ACR conclus entre les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique sub-saharienne sont illustrés sur la carte n° 7, ceux qui ont été conclus entre les pays d'Afrique du Nord, d'Afrique sub-saharienne et du Moyen-Orient apparaissent sur la carte n° 5, et ceux qui ont été signés par les pays d'Europe orientale et les pays baltes figurent sur la carte n° 3.

⁴² Les ACR conclus par l'Autorité palestinienne avec les États-Unis et le Canada ne figurent pas sur la carte. Les ACR conclus entre les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique sub-saharienne sont illustrés sur la carte n° 7, ceux qui ont été conclus entre les pays d'Afrique du Nord, d'Afrique sub-saharienne et du Moyen-Orient apparaissent sur la carte n° 6, et ceux qui ont été signés par les pays d'Europe orientale et les pays baltes figurent sur la carte n° 4. On a pris pour hypothèse que le MERCOSUR s'ouvrirait au Chili et que les CE s'ouvriraient à Chypre, à la République tchèque, à l'Estonie, à la Hongrie, à la Pologne et à la Slovaquie.

Map/Carte/Mapa: 13
2000



Map/Carte/Mapa: 14
2005



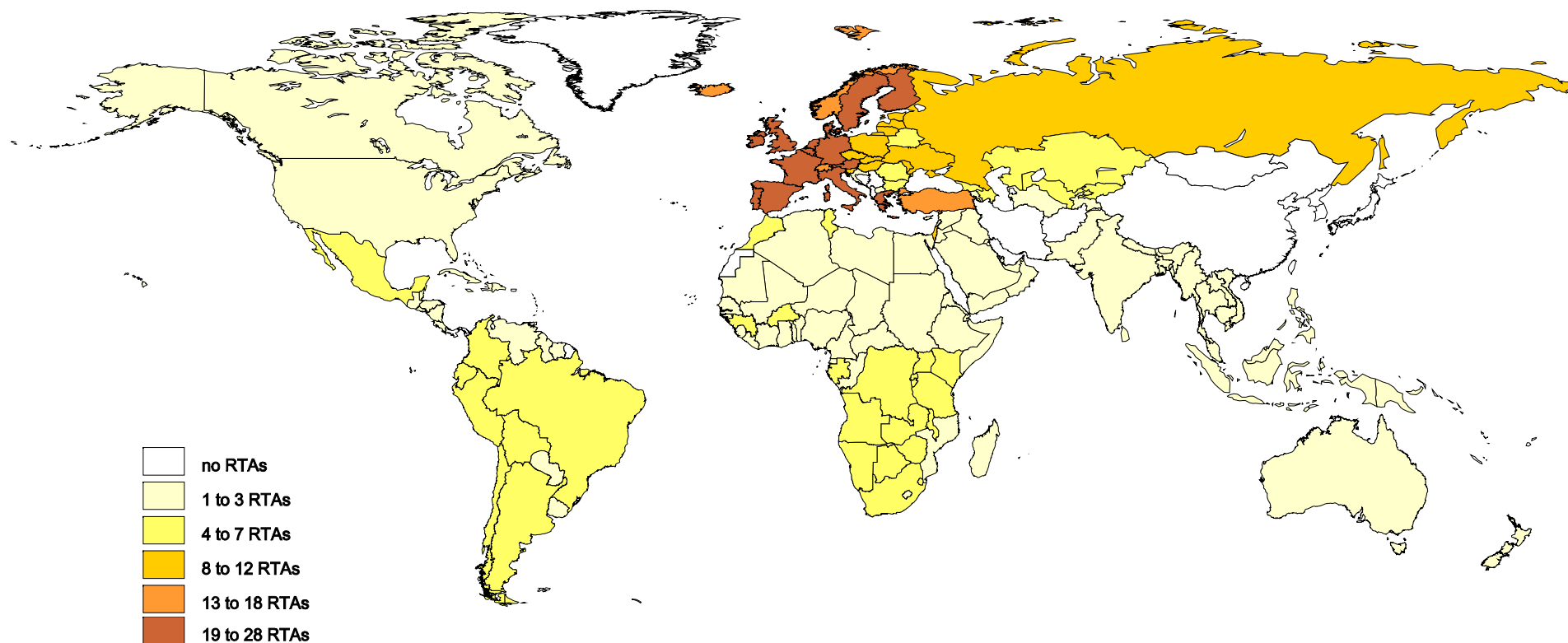
CARTES N° 15-16 Cartes de densité (2000/2005)

32. La carte n° 15 indique le degré de participation de pays ou de territoires douaniers particuliers à des ACR en l'an 2000. Elle indique notamment le nombre total d'accords auxquels chacun d'eux est partie; six couleurs différentes ont été employées pour illustrer les six fourchettes correspondant au nombre d'accords. Cette carte permet de comparer rapidement les divers pays et régions. Comme on a pu déjà le constater sur d'autres cartes, certains pays ne participent à aucun ACR tandis que d'autres en ont signé plus d'une douzaine. Néanmoins, il convient de se souvenir que le nombre total d'accords a été déterminé sans prendre en compte la profondeur, le champ d'application ou la portée de leur mise en œuvre.

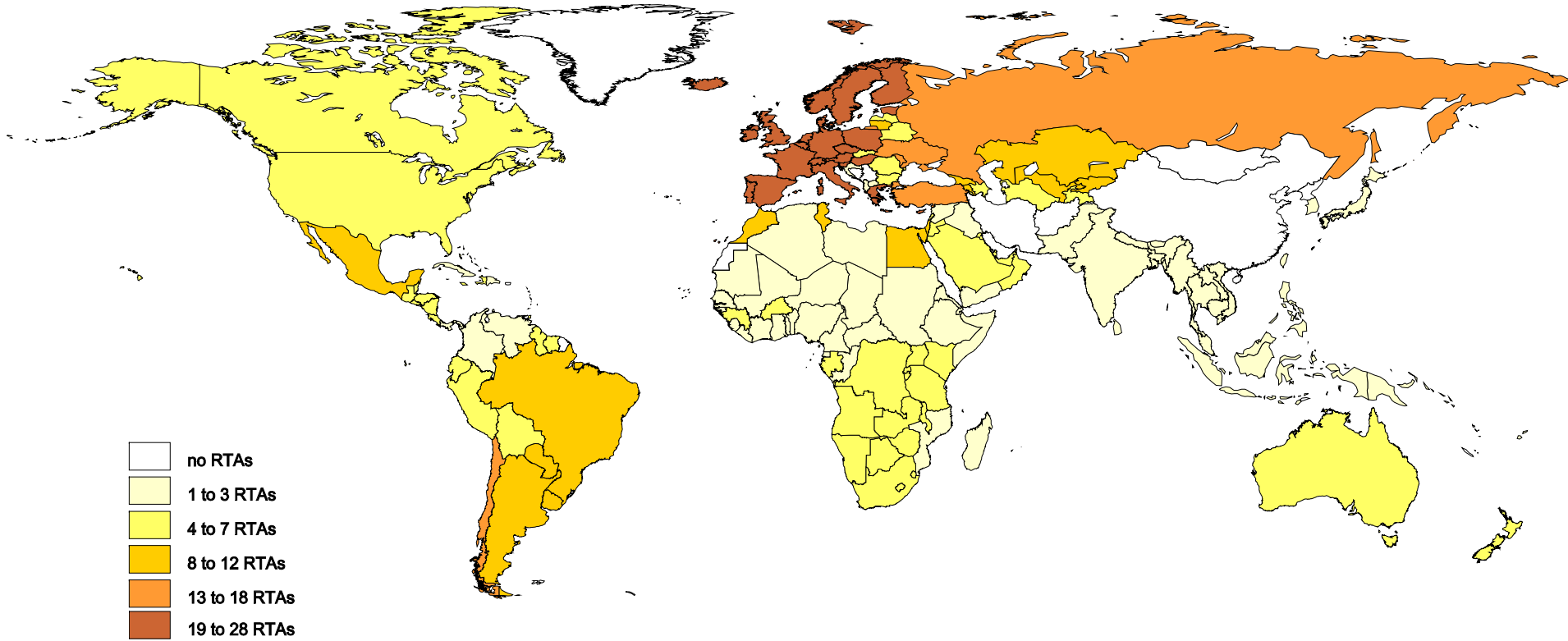
33. La carte n° 16, qui s'appuie sur la carte n° 15, contient des estimations du degré de participation de chaque pays ou territoire douanier à des ACR en 2005. La comparaison avec la carte n° 15 révèle qu'un grand nombre de pays devraient s'engager davantage dans des ACR d'ici à 2005.⁴³ Cette tendance est surtout évidente dans la région des Amériques ainsi qu'en Europe orientale et en Asie centrale; elle est aussi manifeste pour certains pays de la région euro-méditerranéenne. En revanche, les pays de l'Afrique subsaharienne ne devraient pas conclure de nouveaux ACR régionaux mais ils devraient concentrer leurs efforts sur la mise en œuvre, l'intégration ou l'extension des accords existants.

⁴³ Si 38 pour cent des pays sont actuellement signataires de plus de trois ACR, cette proportion devrait atteindre 59 pour cent en 2005.

Map/Carte/Mapa: 15
2000



Map/Carte/Mapa: 16
2005



ANNEXE 1

Liste des abréviations des ACR

AELE	Association européenne de libre-échange
AFTA	Zone de libre-échange arabe
ALADI	Association latino-américaine d'intégration
ALEEC	Accord de libre-échange d'Europe centrale
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ANASE	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
ASACR	Association sud-asiatique de coopération régionale
BAFTA	Zone de libre-échange balte
CARICOM	Marché commun des Caraïbes
CBI	Initiative transfrontières
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CE	Communautés européennes
CEA	Coopération est-africaine
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CER	Accord de rapprochement économique
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
MCCA	Marché commun centraméricain
MRU	Union du fleuve Mano
PARTA	Accord commercial régional du Pacifique
SACU	Union douanière d'Afrique australe
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UMA	Union du Maghreb arabe
ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques
